DEPARTEMENT DES CÔTES D'ARMOR

LANNION TREGOR COMMUNAUTE

Enquête publique portant sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de TREGUIER

Arrêté n° 24/249 du Président de Lannion Trégor Communauté du 30 décembre 2024

Dates de l'enquête : du lundi 03 février 2025 à 9 heures au vendredi 7 mars 2025 à 12 heures

PARTIE 1: RAPPORT

Commissaire Enquêtrice : Dossier E 24000202/35

Sylvie CABARET

1	GENERALITES	4
1.1	Préambule	4
1.2	Cadre réglementaire	4
La p	rocédure de modification du PLU est prévue aux articles L.153-36 à L.153- 44 du code de l'urbanisme	4
1.3	Contexte communal et intercommunal	4
	.3.1 Contexte socio-économique	
1	.3.2 Contexte environnemental	5
2	OBJET DE LA MODIFICATION	7
2.1	Évolution d'une zone UE, avenue des États de Bretagne	7
	.1.1 Objectif	
	.1.2 État initial de l'environnement	
	.1.4 Incidences environnementales	
2.2	Suppression des dispositions relatives aux zones US	11
2.3	Compatibilité avec les plans et programmes	11
3	LES AVIS REGLEMENTAIRES	12
3.1	Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe)	12
3.2	Les Avis des Personnes Publiques Associées	12
	COMPOSITION BUILDOSSIED DIENOUETE	4.3
4	COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE	13
5	DEROULEMENT DE L'ENQUETE	14
5.1	Désignation	1.4
5.1	Designation	,14
5.2	Participation du public	14
5.3	Publicité – Communication	14
5.4	Travaux préparatoires	15
5.5	Travaux pendant l'enquête	15
5.6	Déroulement des permanences	15
5 7	Clôture de l'enquête	15

6 LES OBSERVATIONS DU PUBLIC		15
6.1	Bilan	15
6.2	Observations portées sur le registre	16
6.2	2.1 Procès-verbal de synthèse de l'enquête	16
6.2	2.2 Mémoire en réponse	16
ANN	IEXES	17
6.3	Glossaire	17
6.4	Arrêté d'ouverture	18
6.5	Parutions légales et publications dans la presse	23
6.6	Procès-verbal de synthèse	27
6.7	Mémoire en réponse du 28 mars 2025	30

1 Généralités

1.1 Préambule

La commune de Tréguier a sollicité Lannion-Trégor Communauté (LTC) compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour lancer une procédure de modification du PLU visant à répondre aux objectifs suivants :

- Reclasser une zone UE, dévolue à la construction d'un EHPAD en zone UC pour permettre l'implantation de logements et d'une brigade de gendarmerie.
- Supprimer les dispositions relatives à la zone US du PLU désormais couverte par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur approuvé le 25 février 2022

La modification apportera au document d'urbanisme les adaptations nécessaires (modification du zonage et du règlement écrit et modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation n°11 et n°5).

Le PLU de la commune de TREGUIER a été approuvé le 04 février 2020.

Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) intégrant un Plan Local de l'Habitat est en cours d'élaboration à l'échelle de Lannion Trégor Communauté.

<u>Nota</u>: Selon l'arrêté de prescription, la modification n°1 du PLU de Tréguier devait porter également sur l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AUc en zone 1AUe afin de permettre l'extension de la station d'épuration des eaux usées (STEP) du Bilo. Les études ont conclu que l'extension était en fait possible sur la zone 1AUe actuelle au Nord de la STEP. Ce point a donc été supprimé du dossier de modification.

1.2 Cadre réglementaire

La procédure de modification du PLU est prévue aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme. La modification dite de droit commun permet de faire évoluer le règlement (écrit et graphique) et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) d'un PLU.

Elle a été initiée par un arrêté du Président de Lannion-Trégor Communauté publié le 18 mars 2024. Suite à un examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en application de l'article R 104-33 du code de l'urbanisme, celle-ci indique l'absence de nécessité de soumettre le dossier à évaluation environnementale.

Par délibération du 17 décembre 2024, le conseil communautaire de Lannion Trégor Communauté a pris acte de l'avis conforme de l'Autorité environnementale.

A l'issue de l'enquête publique, la modification du PLU sera approuvée par le Conseil Communautaire de Lannion-Trégor Communauté, après d'éventuels ajustements tenant compte des observations formulées à l'enquête et de l'avis de personnes publiques associées.

1.3 Contexte communal et intercommunal

1.3.1 Contexte socio-économique

La commune de TREGUIER se situe au nord-est du département des Côtes d'Armor à 14 km de Paimpol, 20 km de Lannion, et 56 km de St Brieuc. Elle est traversée au sud par la départementale RD 786 (axe Morlaix-Paimpol passant par Lannion).

TREGUIER compte 2409 habitants (en 2021) et appartient à la communauté d'agglomération Lannion Trégor Communauté forte de 57 communes et 118 000 habitants. Ancienne capitale du Trégor, la commune de Tréguier dispose d'un Site Patrimonial Remarquable et bénéficie d'une attractivité touristique.

TREGUIER a vu sa population décroitre régulièrement dû à un solde naturel négatif lié au vieillissement de la population et non contrebalancé par un solde migratoire pourtant significatif. Les ménages avec enfants sont sous représentés.

La part des résidences principales, qui représente 75,8% des logements en 2021, poursuit une baisse initiée il y a 20 ans au profit de la part des résidences secondaires (10% des logements en 2021) et des logements vacants (14,2% des logements en 2021). Cette vacance significative s'observe principalement au sein du site patrimonial. La commune de Tréguier fait l'objet d'une OPAH-RU depuis 2020, afin notamment de remédier à cette situation. En 2021, 30 immeubles étaient concernés par un projet de travaux dans le cadre de cette OPAH-RU.

L'offre en logements locatifs est importante et représente 47,2 % des résidences principales. Les appartements représentent 36% du parc de logements et le parc de logements sociaux constitue 15,9% des résidences principales en 2021.

TREGUIER est le second pôle d'emploi du Trégor avec une spécialisation économique dans la santé, appuyée sur le centre hospitalier, premier employeur de la commune. 64,9% des emplois relèvent des secteurs des administrations, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale.

L'offre commerciale est diversifiée (80 commerces et un grand marché hebdomadaire) et rayonne à une échelle supra-communale mais doit faire face au développement d'un offre commerciale de périphérie sur la commune voisine.

La richesse patrimoniale de TREGUIER attire surtout un tourisme d'excursion à la journée. La capacité d'accueil est incomplète, en termes de lits mais aussi de restauration pour de grands groupes.

TREGUIER comporte de nombreux équipements (crèche, collèges, lycée, piscine, théâtre, etc.). Parmi ces équipements, le lycée Savina à dominante artistique à la source d'un recrutement local, académique voire national. Il compte environ 650 élèves et un internat de 280 élèves. La présence de cet établissement a influencé l'offre de logements, favorisant la division de certaines maisons de ville en petits appartements.

La commune ne compte aucune exploitation agricole. D'après le dernier recensement général agricole, la surface agricole y est nulle.

1.3.2 Contexte environnemental

La commune de TREGUIER s'articule autour de trois entités paysagères :

- Le secteur urbain qui s'étend sur la quasi-totalité du territoire communal,
- La zone portuaire qui longe les rives du Jaudy,
- L'entité naturelle dominée par un paysage estuarien (étendues de vases bordées de rives boisées parfois abruptes).

Située sur un promontoire, la commune de TREGUIER est bordée par deux rivières. La ville s'étend en pente douce vers le Jaudy à l'Est alors que les rives du Guindy sont plus abruptes au Nord. En tant que commune riveraine d'un estuaire, elle est soumise à la Loi Littoral.

Capitale historique du Trégor et ancienne cité épiscopale, TREGUIER se caractérise par une richesse patrimoniale exceptionnelle. Ce patrimoine est constitué majoritairement de logis à façades en pans de bois de la fin du Moyen Age jusqu'au 17e siècle, d'hôtels particuliers et de grandes maisons d'armateurs des 18e et 19e siècles, complété au 20e siècle par quelques demeures à caractère résidentiel.

Afin de préserver et de valoriser la richesse de son patrimoine, la commune possède un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé par arrêté préfectoral le 25 février 2022 qui, dans son périmètre, se substitue au PLU.

Le territoire communal fait partie du bassin versant du Jaudy-Guindy-Bizien et grand Trieux et est couvert par le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo. Sur l'entité hydrographique auquel appartient la commune, qui correspond aux sous-bassins versants estuariens, le tableau de bord 2023 du SAGE indique un état écologique moyen pour la masse d'eau « Le Jaudy – FRGT04 » et un état chimique mauvais pour la masse d'eau souterraine « Guindy-Jaudy-Bizien, FRG040 » en raison de la concentration en nitrates.

Un inventaire des zones humides a été réalisé par le syndicat mixte du Jaudy-Guindy-Bizien et validé par la CLE du SAGE en avril 2018. Deux zones humides ont été recensées, une au Nord-Ouest et une autre au Sud Est de la commune.

Les boisements, majoritairement constitués de mélanges de feuillus couvrent une surface d'environ 8 ha, soit 5 % du territoire communal.

TREGUIER présente un intérêt écologique du fait notamment de son caractère estuarien. Des milieux naturels remarquables sont identifiés à différents titres (ZNIEFF de type 2, sites classés, site inscrit, site Natura 2000, réserve de chasse maritime...)

La Trame Verte et Bleue de TREGUIER s'articule autour des rivières du Guindy et du Jaudy ainsi que de leurs rives boisées pour former les réservoirs majeurs de biodiversité. La connectivité des milieux naturels est assurée par les rivières.

L'eau distribuée sur la commune est issue d'un captage en eaux souterraines situé à Minihy-Tréguier.

Les eaux usées de la commune sont dirigées vers la station d'épuration des eaux usées (STEP) intercommunale du Bilo. Cette STEP mise en service en 2002 a une capacité de 4000 équivalents-habitants (EH) et 240 kg/j de DBO5, avec un débit de référence de 1615 m³/j. Les effluents sont rejetés dans un petit ruisseau, à 200 m environ de sa confluence avec le Guindy.

La collectivité s'est engagée depuis 2021 dans un programme de travaux sur le réseau nécessaire à la résorption de dysfonctionnements constatés, (déversements sur le réseau d'eaux non traitées) et dans un projet de nouvelle station. La future STEP, dont la mise en service doit intervenir en 2028, sera dimensionnée sur les hausses prévisionnelles de charges entrantes à l'horizon 2040 à l'échelle des trois communes (Minihy-Tréguier, Trédarzec et Tréguier). Elle sera de type boues activées avec désinfection tertiaire par UV.

En matière de gestion des déchets, il existe une déchetterie sur la commune de Minihy-Tréguier.

La commune de TREGUIER est soumise à plusieurs risques naturels (risque sismique de niveau 2, risque faible de mouvement de terrain, risque inondation au niveau du port, risque de submersion marine sur les rives du Jaudy, risque d'exposition au radon).

Concernant la pollution des sols, dans la base de données BASIAS, 22 sites sont inventoriés sur la commune.

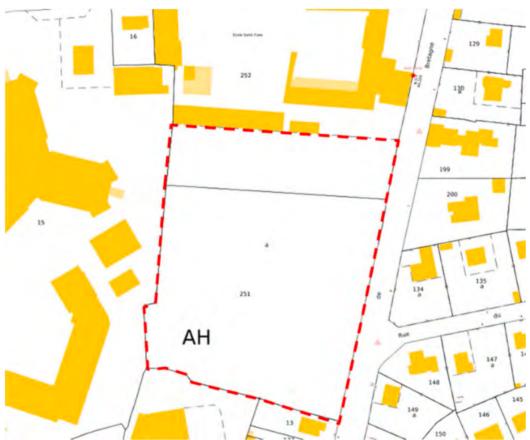
Concernant les nuisances sonores, la RD 8 et la RD 786 sont identifiées comme infrastructures routières bruyantes de catégorie 3 et 4.

Concernant les risques technologiques, 8 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont recensées sur la commune.

2 Objet de la modification

2.1 Évolution d'une zone UE, avenue des États de Bretagne

Située dans la partie sud de la commune de TREGUIER, la zone concernée couvre 1,32 ha et se compose des parcelles AH 251 et AH 252 pour partie. Elle est bordée au nord par le collège Saint-Yves, à l'ouest par le site de l'hôpital de Tréguier, au sud et à l'est par des quartiers résidentiels pavillonnaires. Elle est desservie par l'avenue des États de Bretagne (route départementale n°8).



Emprise cadastrale du site concernée par la modification du PLU (source : cadastre.gouv.fr)

Le site, qui correspond à un ancien terrain de sport, est enherbé et régulièrement fauché, sans usage agricole.

La limite est du site est marquée par une haie arbustive ornementale de Troènes.

Les limites sud et ouest du site se caractérisent par un dénivelé marqué vis-à-vis d'une habitation riveraine et du centre hospitalier situés en contrehaut. Une haie arbustive ornementale occupe le talus entre l'habitation et le site, tandis qu'une végétation arborée et arbustive bocagère s'est développée spontanément entre l'hôpital et le site.

2.1.1 Objectif

Le PLU en vigueur classe ce site en zone d'équipement UE, avec une OAP prévoyant l'extension de l'hôpital situé à l'ouest d'une part, et l'extension du collège situé au nord d'autre part. Or ces deux projets ne sont plus d'actualité. L'emprise foncière du collège est suffisante pour son fonctionnement et concernant l'hôpital, le choix d'une rénovation sur site a été retenu.

La commune a un projet de création d'une nouvelle brigade de gendarmerie pour donner de meilleures conditions de travail et de vie aux gendarmes. Initialement envisagée sur un autre site, la commune de TREGUIER souhaite mettre à profit cette opportunité foncière mieux adaptée techniquement et financièrement au programme des gendarmes. La commune a acquis le terrain en 2023 et envisage confier la réalisation du projet à Terre d'Armor Habitat. Le programme comprend des locaux techniques, de services et 14 logements pour les familles des gendarmes. Le terrain non nécessaire à l'opération sera affecté à de l'habitat.

La modification vise donc à reclasser le site d'une zone UE à une zone urbaine UC et à actualiser l'OAP afin de permettre la réalisation de logements et non plus seulement d'équipements.

2.1.2 État initial de l'environnement

Le milieu naturel:

L'analyse a mis en évidence des formes d'habitats plutôt limitées, dominées par les surfaces de prairies et formations herbacées. Le caractère urbain du secteur participe également à limiter la présence possible de milieux naturels.

L'analyse n'a pas révélé de zones humides au sens de la règlementation.

La flore autochtone présente sur le secteur est faiblement diversifiée. L'analyse a permis de mettre en évidence la présence d'une espèce invasive : l'Érable sycomore.

L'intérêt pour l'avifaune se concentre sur les zones arbustives et ronciers situés sur les marges Sud et Sud-Ouest avec cependant un enjeu limité.





Carte des enjeux écologiques répertoriés

Le milieu urbain et paysager :

Le site est accessible par l'avenue des États de Bretagne. Cette rue comporte un trottoir et une contreallée piétonne. Une étude prévoit son réaménagement pour plus de sécurité. Le début des travaux est prévu pour l'été 2025. Ils porteront dans un premier temps sur la réfection des réseaux.

Il ne comporte qu'un seul accès adapté aux véhicules, à son angle sud-est. Un second accès, praticable uniquement par les piétons, existe depuis le collège privé Saint-Yves.

Le site est par ailleurs longé sur sa limite ouest par la voirie interne du centre hospitalier. Cette voie supporte une circulation très limitée, étant interdite à la circulation générale. Cette voie se situe plusieurs mètres au-dessus du site.

Le site se trouve à proximité de plusieurs arrêts de bus. Il est desservi par tous les réseaux. Il borde le réseau de chaleur de Tréguier qui dessert l'hôpital et le collège Saint-Yves. Ce réseau est en capacité de desservir les futures constructions du site.

Urbanisme, risques naturels et technologiques :

Le site se situe dans le site inscrit « Le littoral de Penvenan à Plouha », comme l'ensemble de la commune. Il se situe également dans le périmètre de protection des abords de plusieurs monuments historiques. La parcelle AH 251 est intégralement située dans une zone de présomption de prescription archéologique liée à la voie médiévale Carhaix- Tréguier.

Le site est concerné par des nuisances liées au bruit généré par l'avenue des États de Bretagne, voie départementale n°8 classée en catégorie 4, soit sur une bande de 30m de part et d'autre du bord extérieur de la voie. Ce statut impose un isolement acoustique adapté des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Il est d'autre part exposé à un risque faible de retrait-gonflement d'argiles.

2.1.3 La modification du PLU

Le PLU de TRÉGUIER classe le site en zone UE destinée à l'implantation, l'extension ou la densification de constructions, d'équipements et d'aménagements liés aux activités d'ordre sportif, scolaire, hospitalier, sanitaire, culturel et de loisirs, ainsi qu'au cimetière.

Pour permettre de l'habitat et des activités compatibles avec l'habitat, le secteur est modifié en zone UC, à l'instar de la zone limitrophe.

Les modifications à apporter au **règlement graphique** portent donc sur le classement en zone UC (zone urbaine destinée à l'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat) d'une partie de l'actuelle zone UE.

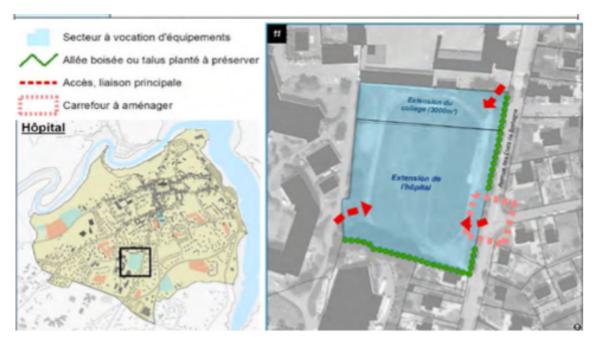
Les autres éléments : haie à protéger au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme en limite sud et talus-mur en limite est sont maintenus ainsi que l'indication de la zone de présomption archéologique.



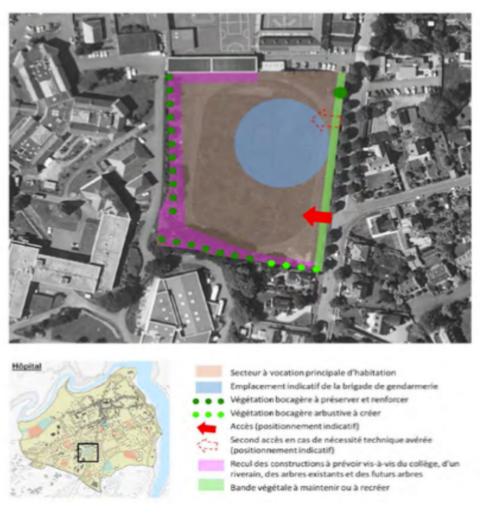
Un **règlement littéral** sur la zone UC existe au règlement actuel. Il définit les règles applicables en termes d'occupation des sols, de desserte et de raccordement aux réseaux, d'implantation des constructions, de hauteur et d'aspect extérieur, de stationnement...Il comporte des dispositions adaptées au futur projet. Il n'est pas modifié.

Une nouvelle **Orientation d'Aménagement et de Programmation** (OAP) remplace l'existante (OAP n°11). Elle fixe les orientations en termes d'objectifs de production de logements, d'implantation des constructions, d'accès, d'environnement (préservation des éléments naturels existants, gestion des eaux pluviales...). La densité minimum est de 30 logements l'hectare sur la partie destinée à l'habitat avec une typologie de logements variée.

L'OAP thématique Trame Verte et Bleue identifie l'alignement d'arbres sur rue comme un mail planté à renforcer où à créer tandis que le talus-mur est et la haie sud sont considérés comme remarquables et à préserver. Elle n'est pas modifiée.



Orientations d'aménagement et de programmation du PLU en vigueur pour le site.



OAP PLU Modifié

2.1.4 Incidences environnementales

Les incidences environnementales de la modification sont limitées. L'OAP permet d'intégrer les éléments naturels susceptibles de présenter des enjeux (conservation de la haie au Sud et de l'arbre isolé) et propose de traiter la question de l'Érable sycomore. En outre, les modifications prévues n'affectent pas de site Natura 2000. Un recul des constructions est demandé vis-à-vis du bâtiment du collège St Yves et d'une habitation riveraine.

En matière d'assainissement des eaux usées, l'augmentation des effluents générés est évaluée autour de 56 EH. La STEP du Bilo est non conforme, mais un programme de travaux est engagé et une nouvelle station est prévue pour 2028.

En matière de nuisances et risques, le trafic généré par le projet est évalué à 162 véhicules par jour. L'accès se fait sur un axe structurant (RD8) dont il est prévu l'aménagement pour sécuriser les déplacements.

2.2 Suppression des dispositions relatives aux zones US

Un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé par arrêté préfectoral le 25 février 2022 couvre le Site Patrimonial Remarquable (SPR).

En application, de l'article L 123-1 du code de l'urbanisme, le PSMV ne doit pas se superposer au zonage du PLU. Ce dernier ayant été approuvé avant l'approbation du PSMV, il convient de supprimer la zone US qui couvre l'ensemble du SPR ainsi que les règles qui s'y appliquent. Seules les dispositions du PSMV trouvent à s'appliquer.

La modification porte :

- **Sur le règlement graphique.** Une mention « PSMV approuvé le 25 février 2022 » est ajoutée à l'emplacement du vide laissé (espace blanc sur le document).
- **Sur le règlement écrit** par la suppression des dispositions se rapportant à la zone US es ses secteurs et par des mises à jour aux endroits où il est fait mention au SPR et au PSMV.
- **Sur l'OAP** Trame verte et cheminements doux sur laquelle les dispositions se rapportant au périmètre du PSMV sont supprimées (espace blanc sur la cartographie) et l'OAP n°5 dite « gendarmerie » dont la partie nord est dans le périmètre du PSMV.

2.3 Compatibilité avec les plans et programmes

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU en vigueur

Le PADD du PLU propose de renforcer ou créer des pôles d'équipement au niveau du site concerné. La modification est jugée compatible avec cette orientation puisque l'objectif d'accueillir un équipement perdure, même s'il est enrichi par le développement de l'offre de logements.

Par ailleurs, elle n'occulte pas le potentiel de développement de l'hôpital, dont le site présente un potentiel de densification et elle permet d'augmenter le potentiel de logements réalisables sur la commune.

Le Schéma de Cohérence Territorial du Trégor (SCoT)

Le SCoT du Trégor a été approuvé en 2020 et intègre les documents de planification supérieurs (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schéma Régional de Cohérence Écologique, Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Egalité des Territoires). Il constitue ainsi le document de référence pour les PLU.

Le SCOT identifie Tréguier comme un pôle urbain secondaire du territoire, comportant des fonctions structurantes à l'échelle d'une vingtaine de communes. Il établit pour la ville un objectif de production de 350 logements sur la période 2020/2040, dont un tiers en densification.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs demande une densité moyenne minimale de 22 logements par hectare pour Tréguier. La modification sur le site avenue des États de Bretagne impose une densité supérieure à 30 logements par hectare.

La zone concernée se situe au cœur d'une enveloppe urbaine considérée comme élément fracturant de la trame verte et bleue identifiée par le SCOT du Trégor.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

Le PLH de Lannion-Trégor-Communauté 2018-2023, prorogé, identifie un objectif de 66 logements à produire pour Tréguier, soit 11 logements par an, ainsi que la réalisation d'un total de 7 logements locatifs sociaux sur sa durée.

A l'issue du PLH (début 2024), il restait 19 logements à produire.

Avec la production de 33 logements, la modification du PLU permet de participer au comblement du déficit de production constaté à la fin de la période initiale du PLH et de répondre aux besoins aux logements à court et moyen terme.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat

Le PLUI-H est en cours d'élaboration. Le PADD du PLUI-H a été débattu le 26 septembre 2023.

Le projet, avenue des États de Bretagne n'est pas générateur de consommation d'espaces naturels agricoles et forestières (ENAF).

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Le PCAET de Lannion-Trégor Communauté est en cours d'élaboration en parallèle au PLUiH et au plan de mobilité.

3 Les avis réglementaires

3.1 Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).

La MRAe Bretagne a rendu un avis le 12 novembre 2024 constatant que la modification n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine et qu'il n'était pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale. Elle donne ainsi un avis conforme.

3.2 Les Avis des Personnes Publiques Associées

La Préfecture des Côtes d'Armor – DDTM par courrier non daté n'émet pas d'observations au projet de modification.

La Région Bretagne par courrier du 17 décembre 2024 invite à anticiper et prendre en compte le changement de modèle prévu par la loi climat et résilience et sa déclinaison régionale, notamment l'enveloppe maximale en consommation foncière défini pour le SCoT de Lannion-Trégor Communauté, celle-ci devant se décliner par communes au sein du PLU intercommunal en cours d'élaboration.

La Chambre de Commerce et de l'Industrie par courrier du 3 décembre 2024 précise qu'elle n'a pas de remarques à apporter au dossier.

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) par courrier en date du 18 décembre 2024 informe qu'il n'a pas d'observations qui seraient utiles au dossier.

Le Département des Cotes d'Armor par courrier en date du 20 janvier 2025 émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte notamment des observations suivantes :

L'accès au site prévu au Sud Est devra présenter des conditions de sécurité optimales en garantissant des distances de visibilité en sortie. Il devra être aménagé de façon à éviter tout arrêt ou manœuvre des véhicules sur la RD 8 par l'aménagement d'une aire privative non close par rapport à la voie de 5 m de profondeur minimum sur 6 m de largeur minimum.

Les aménagements envisagés sur la RD n°8 devront être étudiés en concertation avec l'agence technique de Lannion et seront conditionnées à l'approbation du Département.

La commune de Tréguier par courrier du 23 janvier 2025 n'a pas d'observations sur les documents.

4 Composition du dossier d'enquête

DOSSIER de modification n°1 du PLU de Tréguier				
N			Pages	
1	Pièces	Arrêté de prescription de la procédure de modification	6	
	Administratives	publié le 18 mars 2024. Délibération du 17 décembre 2024 prenant en compte	6	
		l'avis conforme de la MRAe.	4	
		Arrêté n°24/249 en date du 30 décembre 2024		
		prescrivant l'enquête publique sur la modification n°1	_	
		du PLU de Tréguier et publié le 16 janvier 2025	5	
2		Note afférente à l'enquête publique	34	
3	Dossier de	Notice de présentation	57	
	modification	Cadrage écologique	47	
		Zonage graphique (plan au 1/2500ème)	1	
		Évolution règlement écrit	133	
		Évolution des OAP	15	
		Examen au cas par cas	10	
4	Avis	Avis de la Mission Régionale d'Autorité		
		environnementale (MRAe)	3	
		Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)	7	

Publicité			
· ·	pie du premier avis d'ouverture d'enquête publique ns la presse	2	
1 -	pie du second avis d'ouverture d'enquête publique ns la presse	2	

5 Déroulement de l'enquête

5.1 Désignation

Par décision n° E24000202/35 en date du 4 décembre 2024, la conseillère déléguée du Tribunal Administratif de Rennes a désigné Sylvie CABARET en qualité de commissaire enquêtrice pour l'enquête publique ayant pour objet la modification n°1 du PLU de la commune de Tréguier.

5.2 Participation du public

Par arrêté n°24/249 du Président de Lannion Trégor Communauté du 30 décembre 2024, la durée de l'enquête publique est fixée à 33 jours consécutifs du lundi 3 février 2025 à 9 heures au vendredi 7 mars 2025 à 12 heures.

Le dossier d'enquête est tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux heures habituelles d'ouverture de la mairie de TRÉGUIER. Il était également consultable sur le site internet de Lannion Trégor Communauté (www.lannion-tregor.com) et à partir du site internet de la commune.

Les personnes intéressées peuvent consigner leurs observations sur le registre papier ouvert à cet effet à la mairie de TREGUIER ou les adresser par courrier à l'attention de la commissaire enquêtrice en mairie de TREGUIER ou par courriel à l'adresse <u>pluih@lannion-tregor.com</u> en indiquant l'objet : « modification n°01 du PLU de Tréguier ».

Les dates de permanence à la mairie de TREGUIER sont fixées comme suit :

- Mercredi 5 février 2025 de 9 heures 30 à 12 heures 30
- Lundi 17 février 2025 de 9 heures à 12 heures
- Vendredi 28 février 2025 de 13 heures 30 à 16 heures 30

5.3 Publicité – Communication

- Publicité légale

L'avis d'enquête publique est paru dans la presse locale Ouest France et le Télégramme à la rubrique des annonces légales le vendredi 17 janvier 2025 pour le premier et le mercredi 5 février 2025 pour le second.

Affichage

L'affichage a été réalisé au siège de Lannion Trégor Communauté, en mairie de Tréguier ainsi que sur les lieux du projet et différents points de la ville.

Lannion Trégor Communauté a fourni un constat de ces affichages en date du 29 janvier 2025.

Internet

L'avis d'enquête est consultable sur les sites de Lannion Trégor Communauté et de la commune de Tréguier.

Autres

L'information a été rappelée dans le journal le Trégor le jeudi 13 février, 20 février et 27 février et le Télégramme le 26 février 2025.

5.4 Travaux préparatoires

Après la désignation par le tribunal administratif, j'ai pris contact avec Marine FOULER, chargée de mission planification au service planification stratégique de Lannion Trégor Communauté pour l'organisation des permanences et échanger sur les éléments liés à la procédure administrative.

Le vendredi 17 janvier 2025, j'ai rencontré madame Marine Fouler de LTC pour une présentation du projet de modification, échanger sur le dossier et voir les conditions matérielles de la tenue de l'enquête.

J'ai récupéré et contrôlé le dossier d'enquête. J'ai paraphé les documents et ouvert et paraphé le registre comportant 32 feuillets non mobiles.

J'ai transmis avant le début de l'enquête un mail à la commune rappelant quelques consignes dans le suivi de l'enquête en mairie.

5.5 Travaux pendant l'enquête

Lors de la première permanence, le 5 février, j'ai contrôlé le dossier et ai paraphé les pièces ajoutées (second avis de la presse). J'ai pu constater l'avis d'affichage au public à la porte de la mairie. Avant la permanence, j'ai pu voir le site du projet, avenue des États de Bretagne. J'y suis retournée le 17 février à l'issue de la permanence.

5.6 Déroulement des permanences

L'enquête s'est déroulée dans une salle au rez-de-chaussée de la mairie.

Permanence du mercredi 5 février de 9 heures 30 à 12 heures 30

Passage de Mr le Maire et de Madame Le Carvennec, conseillère déléguée à l'urbanisme qui m'ont exposé le projet de modification, sa genèse, son objet et l'enjeu pour la commune.

Aucune observation au registre

Permanence du lundi 17 février de 9 heures à 12 heures.

Passage de Mr Toularastel, adjoint en charge de la valorisation des patrimoines et des espaces publics.

Aucune observation au registre.

Permanence du vendredi 28 février de 13 heures 30 à 16 heures 30.

Pas de visites. Aucune observation au registre.

5.7 Clôture de l'enquête

Le 7 mars à 12 heures, l'enquête est close. Le 10 mars 2025, j'ai récupéré l'ensemble du dossier et registre d'enquête à Lannion Trégor Communauté. J'ai pu échanger sur le déroulé de l'enquête avec Marine FOULER et Etienne ROISNE, service planification stratégique de LTC.

6 Les observations du public

6.1 Bilan

L'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Tréguier a donné lieu à une seule observation.

Deux personnes ont consulté le dossier sans porter d'observations.

6.2 Observations portées sur le registre

Observation 1 (R 1)

La commune de Tréguier représentée par Guirec Arhant maire, demande le changement de nom de l'OAP n°11 dite de l'hôpital par Avenue des États de Bretagne compte tenu du programme envisagé qui ne sera plus en lien avec l'extension de l'hôpital.

6.2.1 Procès-verbal de synthèse de l'enquête

Le 14 mars 2025, conformément à l'article R 123-18 du code de l'environnement, j'ai remis par courrier électronique et commenté à madame Marine Fouler du service planification stratégique de Lannion Trégor Communauté, le procès-verbal de synthèse.

6.2.2 Mémoire en réponse

J'ai reçu le mémoire en réponse aux observations émises par courrier électronique le 28 mars 2025. Fin du rapport Partie 1.

Trélévern, le 8 Avril 2025 La commissaire enquêtrice, Sylvie CABARET

Annexes

6.3 Glossaire

Ae	Autorité environnementale		
ARS	Agence Régionale de Santé		
CLE	Commission Locale de l'Eau		
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer		
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du		
DILETTE	Logement		
E.P.	Enquête Publique		
EBC	Espaces Boisés Classés à conserver, à protéger ou à créer		
EH	25paces 201000 0100000 0 0011001 vol.) a protoger ou a dice.		
ENAF	Espace Naturel Agricole et Forestier		
ENS	Espaces Naturels Sensibles		
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale		
ERC	Éviter, Réduire, Compenser		
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement		
LTC	Lannion Trégor Communauté		
MRAe	Mission Régionale de l'Autorité environnementale		
OAP	Orientation d'Aménagement et de Programmation		
OPAH-RU	Opération Programmée d'Amélioration de l'habitat et de		
01711110	Renouvellent Urbain		
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable		
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial.		
PLH	Programme Local de l'Habitat		
PLU	Plan Local d'Urbanisme		
PLUi	Plan Local d'Urbanisme intercommunal		
PLUi H	Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de PLH		
PSMV	Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur		
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux		
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale		
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux		
SPR	Site Patrimonial Remarquable		
SRADDET			
SRCAE	Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie		
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique		
STEP	<u> </u>		
SUP	Servitude d'Utilité Publique		
TVB	Trame Verte et Bleue		
ZH	Zones Humides		
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique		
ZPS	Zone de Protection Spéciale (Natura 2000 - directive Oiseaux)		
ZSC Zone Spéciale de Conservation (Natura 2000 - directivo			
Faune Flore)			

6.4 Arrêté d'ouverture

Envoyé en préfecture le 16/01/2025 Reçu en préfecture le 16/01/2025 Publié le 1 6 JAN, 2025

ID: 022-200065928-20241230-ARRETE_24_249-DE



ARRETE nº 24/249

Prescrivant l'enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tréquier

Monsieur Gervais EGAULT, Président de la Communauté d'Agglomération 'Lannion-Trégor Communauté',

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 et suivants, L.103-2, R.104-12 et R.104-33 à R.104-37;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants;
- VU l'arrêté du ministre de la transition énergétique du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement;
- VU l'arrêté n°24/025 en date du 11 mars 2024 prescrivant la procédure de modification du Plan local d'Urbanisme (PLU) de Tréquier;
- VU l'avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne en date du 12 novembre 2024;
- VU les avis rendus notamment des Personnes Publiques Associées (PPA) sur le projet de modification n°l du PLU de Tréguier;
- VU les pièces du dossier soumises à enquête publique ;
- VU la décision du Président du Tribunal administratif de Rennes en date du 4 décembre 2024 désignant Madame Sylvie CABARET en tant que commissaire enquêtrice;
- VU la séance du conseil communautaire, en date du 13 septembre 2022, au cours de laquelle Monsieur Gervais EGAULT a été élu Président de Lannion-Trégor Communauté;
- VU la délibération du conseil communautaire de Lannion-Trégor Communauté en date du 13 septembre 2022, donnant délégation de pouvoirs à son Président;

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

15 JAN 2025

Envoyé en préfecture le 16/01/2025 Reçu en préfecture le 16/01/2025 Publié le 1 6 JAN, 2025

ID: 022-200065928-20241230-ARRETE_24_249-DE

ARRETE

Article 1: Objet et période

Il sera procédé à une enquête publique sur la modification du PLU de Tréguier du lundi 03 février 2025 à 9h00 au vendredi 07 mars 2025 à 12h00.

La modification du PLU de Tréguier a pour objet :

- L'évolution de zonage de la zone Ue à la zone Uc de la parcelle cadastrale AH 251;
- La suppression des dispositions du règlement graphique caduques depuis l'approbation du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) en date du 25 février 2022.

Le dossier soumis à enquête publique comprend les pièces prévues à l'article R.123-8 du code de l'environnement :

- Une notice de présentation;
- L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne (MRAe) en date du 12 novembre 2024;
- Les avis des Personnes Publiques Associées (PPA).

Article 2 : Objectifs du projet d'évolution du PLU

Le projet de modification du PLU de Tréguier porte sur l'évolution des pièces du PLU et notamment les éléments suivants :

- La modification du règlement graphique et notamment :
 - L'évolution de zonage de la zone Ue à la zone Uc de la parcelle cadastrale AH 251, située Avenue des Etats de Bretagne, permettant l'implantation d'une brigade de gendarmerie, de logements associés et d'un programme de logements;
 - La suppression des dispositions relatives aux zones Us du règlement graphique caduques depuis l'approbation du PSMV en date du 25 février 2022.
- La modification du règlement écrit liée à la suppression des dispositions relatives aux zones Us du règlement graphiques caduques depuis l'approbation du PSMV en date du 25 février 2022;
- La modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°11 (Hôpital) liée à l'évolution de la zone Ue en Uc.

Article 3 : Durée de l'enquête publique

L'enquête publique se déroulera du lundi 03 février 2025 à 9h00 au vendredi 07 mars 2025 à 12h00, soit une durée de 33 jours consécutifs.

Article 4: Nomination de la commissaire enquêtrice

Madame Sylvie CABARET a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par décision du 4 décembre 2024 du Président du Tribunal administratif de Rennes.

Article 5 : Siège de l'enquête publique

Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Tréguier – 1 Boulevard Anatole Le Braz – 22220 Tréguier.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

2/5

Envoyé en préfecture le 16/01/2025

Reçu en préfecture le 16/01/2025

Publié le 1 6 JAN, 2025

ID : 022-200065928-20241230-ARRETE_24_249-DE

Article 6 : Consultation du dossier d'enquête publique - Observations

Les pièces du dossier en version papier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par Madame Sylvie CABARET, commissaire enquêtrice, seront tenus à la disposition du public en mairie de Tréguier aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie :

- lundi et jeudi : de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 :
- mardi : de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h30 :
- mercredi : de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 ;
- vendredi: de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

Le dossier sera également disponible sur le site internet de Lannion-Trégor Communauté à l'adresse suivante : https://www.lannion-tregor.com/

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations :

- sur le registre d'enquête;
- par courrier à l'attention de la commissaire enquêtrice en mairie de Tréguier 1 Boulevard Anatole Le Braz – 22220 Tréguier; Les courriers reçus seront annexés au registre d'enquête publique disponible en mairie;
- par voie électronique à l'attention de la commissaire enquêtrice avant la clôture de l'enquête publique à l'adresse suivante: <u>pluih@lannion-tregor.com</u> en indiquant en objet « modification n°l du PLU de Tréguier »; Les observations reçues par voie électronique seront mises en ligne sur le site internet de Lannion-Trégor Communauté (https://www.lannion-tregor.com/).

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Lannion-Trégor Communauté avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, conformément aux dispositions de l'article L. 123-11 du code de l'environnement.

Pour être prises en compte, les observations devront être déposées ou transmises entre le lundi 03 février 2025 à 9h00 et le vendredi 07 mars 2025 à 12h00.

Les observations déposées seront consultables et communicables, au frais de la personne qui en fait la demande, au tarif de reproduction en vigueur, durant toute la durée de l'enquête.

Article 7: Permanences de la commissaire enquêtrice

La commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales en mairie de Tréguier aux dates et heures suivantes :

- Mercredi 05 février 2025 de 9h30 à 12h30 ;
- Lundi 17 février 2025 de 9h00 à 12h00 ;
- Vendredi 28 février de 13h30 à 16h30.

Article 8 : Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai de l'enquête, les registres d'enquête seront mis à disposition de la commissaire enquêtrice et clos par elle.

Après clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice rencontrera, dans un délai de huit jours le Président de Lannion-Trégor Communauté et lui remettra un procèsverbal de synthèse où seront consignées les observations écrites et orales. Le Président

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

3/5

Envoyé en préfecture le 16/01/2025 Reçu en préfecture le 16/01/2025

Publié le 1 6 JAN 2025 ID : 022-200065928-20241230-ARRIETE 24 242-0

de Lannion-Trégor Communauté disposera alors d'un délai produire ses observations éventuelles.

Article 9: Rapport et Conclusions

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmettra au Président de Lannion-Trégor Communauté, le dossier de l'enquête accompagné des registres et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Simultanément, elle transmettra une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal administratif de Rennes.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêtrice sera déposée au siège de Lannion-Trégor Communauté à Lannion, en mairie de Tréguier et en Sous-Préfecture de Lannion pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêtrice sera publiée (pendant une durée d'un an) sur le site internet de Lannion-Trégor Communauté à l'adresse suivante : https://www.lannion-tregor.com/

Article 10 : Mesures de publicité

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les journaux locaux ci-après désignés :

- Journal "le Télégramme"
- Journal "Ouest-France"

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la l^{ère} insertion et au cours de l'enquête pour la 2^{ème} insertion.

Cet avis sera publié par voie d'affiches au siège de Lannion-Trégor Communauté, à la mairie de Tréguier et en différents endroits de la commune.

L'avis sera également publié sur le site internet de Lannion-Trégor Communauté à l'adresse suivante : https://www.lannion-tregor.com/

Article 11: Autorité responsable

Le projet de modification du PLU de Tréguier est conduit sous la maîtrise d'ouvrage de Lannion Trégor Communauté.

A l'issue de l'enquête publique et en application de l'article R.153-15 du code de l'urbanisme, le conseil communautaire de Lannion-Trégor Communauté sera chargé d'adopter la modification du PLU de Tréguier dont le dossier sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, des observations du public et du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice.

Toute information relative au projet et à l'organisation de l'enquête publique pourra être demandée auprès du service planification de Lannion-Trégor Communauté au 02 96 05 09 00 ou par courriel à : <u>pluih@lannion-tregor.com</u>

Article 12: Exécution et copies

Monsieur le Directeur Général des Services de Lannion-Trégor Communauté et la

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

4/5

Envoyé en préfecture le 16/01/2025

Reçu en préfecture le 16/01/202

Public le 16 JAN. 2025

Trésorerie de Lannion sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de Texecution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mme. la Sous-Préfète de Lannion
- M. le Président du Tribunal Administratif de Rennes
- M. le Maire de Tréguier
- Mme. Sylvie CABARET, commissaire enquêtrice

FAIT à LANNION, le 30 décembre 2024

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES ARRETES

Le Président atteste le caractère exécutoire du présent arrêté, notifié le 30 décembre 2024

transmis au contrôle de légalité par télétransmission le

publié, mis en ligne sur le site internet de LTC le 1-6-JAN, 2025

Le vice-président Frédéric Le MOULLEC

PO/ Le Président

Pour le Presid Par délégation 1" Vice-Président Frédéric LE MOULLEC

PO/Le Président Le vice-président, Frédéric Le MOULLEC

Pour le Président, Par délégation, 1~ Vice-Président Frédéric LE MOULLEC

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

c.legall@viamedia-publicite.com 17/01/2025 09:11:35

Le Télégramme | 21

ANNONCES OFFICIELLES - CÔTES-D'ARMOR

ndredi 17 janvier 2025

Conformèment à l'arrêté du 16 décembre 2024 (NOR : Mi de référence des annonces judiciaires et légales pour l'es est fixè à 0,187 € HT le caractère pour les départeme Côtes-d'Armor, du Morbihan et de Ille-e-t-Viaine. Le aux sociètès et fonds de commerce font l'objet d'une base de données numérique centrale actulegales.fr conf n° 2012-1547 du 28 dècembre 2012.

LEGALES ET JUDICIAIRES Marchés publics - Procédure adaptée



MARCHÉ DE SERVICES

Section 1 : identification de l'acheteur.

Non complet de l'acheteur. Giunjamp-Pairipol Agglomèration (22200),
tips et numero national d'identification : 38ET 200 00 : 90 : 00013.

Section 2 : communication.

Section 2 : communication.

Let veux le portif d'acheteur : s'intusmination : but veux le portif d'acheteur s'intusmination en un consultation : l'acheteur s'intusmination en mouve sur le profit d'acheteur d'intusmination se trouve sur le profit d'acheteur d'intuspitalis des décembres de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intuspitalis des décembres de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intuspitalis des décembres de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intuspitalis des décembres de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intuspitalis des décembres de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation se trouve sur le profit d'acheteur d'intustion de la consultation de la consultation

oui. Utilisation de moyens de communication non communiement disponibles : non. Centact : service commande publique, tel. 02 96 13 55 59. Femal : marchespulicidegruipampe-plampol zh Section 3 : procédure Sprue de procédure ; procédure adaptée ouverte. Aptitude a exercer l'activité professionnelle : se réferer au règlement de la consul tation.

Jation.

Capacitès konomiques et financières ; voir RC.
Capacitès kethniques et professionnelles ; voir RC.
Capacitès kethniques et professionnelles ; voir RC.
Cethnique d'achat ; accort-cadre.
Date et heure limites de riception des plis ; 30001/2025 à 12 h.
Trèventation des office par catalloque electronique : Interdite.
Réduction du nombre de candidats ; non.
Consibilé d'artification sam regocadation (attribution sur la base de l'offre initiale) ;

Possibilité d'attinution sans ireguesses.

L'acheteur autorie la présentation de variantes : non.

L'acheteur autorie la présentation de variantes : non.

Jernification des catégories d'acheteurs intervenant (s'accord-cadré).

Intribile d'unardies : accord-cadré es clières, intervenant (s'accord-cadré).

Intribile d'unardies : accord-cadré es clières, lawage, entretien, reparation, suivi et livraison des vétements haute visibilité et de traveil des agents de Guingamp-

glomération. – objet principal; 98312000-3 services de nettoyage de textile; services de blanchisserie et de nettoyage à sec.

n.
du marché (en mois) : période initiale, 12 (reconductible 2 fois),
ir estimée du besoin : 210 000 € HT.
nsultation comporte des tranches : non.
nsultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.
on 5 : lots.

MARCHÉ DE TRAVAUX

tion de moyens de communication non communément disponibles : non.
ct : service commande publique, tel. 02 96 46 78 21.
i : commande, publique/Bannion, bzt.
i : commande, publique/Bannion, bzt.
on 3 : procédure :
no 3 : procédure :
procédure adaptée ouverte.
tions de participation :
de à exerce "factivité professionnelle - conditions/moyens de preuve
de à exerce "factivité professionnelle - conditions/moyens de preuve

you's K. Capacites techniques et financières : conditions/moyens de preuve : voir R.C. Capacites techniques et professionnelles : conditions/moyens de preuve : voir R.C. Capacites technique d'Acts it ; anno bjet. Date et heure limites de réception des plis : lundi 100/27/2025 à 12 h. Préventation des d'ires par catalloque electronique : autorisée. Réduction du nombre de candidats : non. Youghille d'attribution sant réglocation (attribution sur la base de l'offre initiale) :

atoire : oui. voi de l'avis de publication : 15/01/2025.

Enquêtes publiques

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION N°2 DU PLU DE PLESTIN-LES-GRÈVES

serent congréses les observations écrites et oules. Le président de Landon-Frègor Communade dispose alors d'un délai de quinze jour pour produire se observation de la configuration de la

DU PLU DE PLES INN-LES-SAREVES

An arriet n° 24/250 du 30 decembre 20024, le president de Lannion-Tregor Conductiva de la consideration de la modification de desarrol de modification de la modification de desarrol de modification de la modif

t disponible sur le site internet Lannion-Trègor Communauté : gor.com

VOUS CRÉEZ VOTRE ENTREPRISE ?

Saisissez votre annonce légale sur : regions-annonceslegales.com



ENOUÊTE PUBLIQUE RELATIVE

A LA MOUPILATION DU PLU DE INCOUER

PAR arrête nº 20/2/49 du 30 decembre 20/24, le prisident de Lannion-Trègor Condu plan local d'urbanisme (PU) de l'enguier.

Objet, dates et durée de l'enquière publique rédaire à la modification de l'enguier.

Objet dates et durée de l'enquière publique:

11 sers procéde à une enquête publique portant sur la modification du PU de l'enquière.

Objet de la modification du PU: la modification du PU de l'étypeur pour objet de la modification du PU de l'enquière pour objet de la modification du PU de l'étypeur pour objet de la modification du PU de l'étypeur pour objet de la suppression des dispositions du réglement graphique cadqueux despuit l'approbation du PB de auvegaire de ten sien eu valeur (PSN), de dossier sourine probation de PB de auvegaire de ten sien eu valeur (PSN), de dossier sourine l'entre de l'ent

Vie des sociétés - Formalités diverses



AVIS

AGENCE DE BRETAGNE SAS SASU au capital de 40 000 €, RCS SAINT-MALO 324 153 626 Siège social: 8, rue Thiers, 22100 DINAN

Par décision de l'associée unique du 28/06/2024, il a été constaté la fin du mandat de la société ARCOM (RCS Saint-Malo 425 031 150), commissaire aux comptes titulaire.



LULUBEL

SAS au capital de 50 000 €, RCS SAINT-MALO 834 331 258
Siège social : 9, rue Ambroise-Bernard, 22100 DINAN Par décision de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 28/06/2024, il a été constate la fin du mandat de la société ARCOM (RCS Saint-Malo 425 031 150). Commissaire aux compets titulaire.

ENDEZ-VOUS SU letelegramme.fr

Pour faire paraître une annonce légale :

Medialex, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minu.
e-mail : annonces legales@medialex fr - Internet : www.medialex i e-mail: annonces legalas@medialex.fr - Intermet; www.medialex.fr - Tart de reference staple dans Art 2 de reference 2023, sot 0,155 € ft b caractée no tiert forfatiare à titre derigatiere pour certaines annonces to 1,555 € ft b caractée ou terif forfatiare à titre derigatiere pour certaines annonces voit experience et control experience de combine 2012, fiss annonces legales portant sur les sociétés et fonds de commerce 2012, fiss annonces legales portant sur les sociétés et fonds de commerce ser et ligne dans une base de Cornece municipue control, www.actile.gales.fr. in:

Marchés publics



Construction de la station de production de la Bernardais

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Section 1 : Identification de l'acheteur : Nom complet de l'acheteur : SI Esu Potable Vieille Lande, Numéro natio d'identification : Siret : 92220036500036, Ville : Le Mené. Code postal : 22330 Groupement de commande : non.

Lagrance was recommenta as the profit dischabiteur (2014). Illustation de meyors de communication non communiment disposit Mariano de contact 1.M. David Cullibrero.

Adesse mar did contact 1.M. David Cullibrero.

Adesse mar did contact 1.D de 61 for 17.

The profit of the contact 1.D de 61 for 17.

The de procedure procedure adaptive countrie.

Contilions de participation 1.

Capacité de commission et financiere 1 cont PIC.

Capacité les chariques de d'acception de la sez 21º feoir 2005 à 12 h 0.D.

Précentation des offices per catalogue électroniques interesti.

Précentation des offices per catalogue de charolique 1 control 10 contro

pas d'intervention du juge dans la SCI Dans une société civile immobilière confrontée à des difficults ou à des mésententes, un associé ne peut obtenir en justice désignation d'un administrateur provisoire que s'il y a un péril

International Commission of the Park of th

péril imminent. Mais cette fois, les juges ont exclu que la désignation d'un administrateur provisoire puisse être décidée pour une SCI qui

Le salarié a le droit de critiquer

Tout salarié, même s'il est cadre, a le droit d'exprimer d ses collègues et même publiquement, dans l'entreprise dehors, son désaccord avec la direction, pourvu qu'il le

avec mesure.

Souls les abut injurieux, diffamatoires ou excessifs, sont interdits, arappella Cour de cassation dans plusieurs arrês récents, a Dans four deux alle ainsule fassation dans plusieurs arrês récents, a Dans four deux alle ainsule fassation de la cesso della publicable dans contester les choix de la direction et refuser d'accompa-gner celle-ci dans leur mise en œur se l'accompapare celle-ci dans leur mise en œur se l'accompapare celle-ci dans leur mise en œur se l'accompaque redere d'année fédérer les salariés et soudrint la politique
de l'antreprise. Mais un tel déacocord peut être exprimé publiquement pouvu qu'il n'y at pas d'abus dans l'expression, ont rectifé les juges.

L'actifés juges.

L'actifés supes.

L'actifés supes.

L'actifés supes.

L'actifés supes.

L'actifés supes.

L'actifés super.

L'actifés supes.

L'actifés supes.

L'actifés super.

L'actifés supes.

L'actifés super.

L'acti

diffection for designed in consistent or an isometre of to disk or define the program of allower det diffection marketing. Creat donc on active difference of the disk of the program of t

Avis administratifs

ENQUÊTE PUBLIQUE

Load of bemailte publique, consultation du obseire d'exquite publique, character pour per la consultation du production de la marie de Plettri-lea-Crières, 1, place de la Marie, 2017 Retain-lea-Crières et au mighies d'un conserve et un mighies d'un conserve et un prése du colorse et un mighies d'un colorse et un prése du colorse de la c

CERFRANCE CERFRANCE

ENQUÊTE PUBLIQUE

Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Denomination: Lis Marché du Mordes.
Objet social il sociosophin o devolupposition, devolupp

PHARMACIE DE LA FONTAINE

CLÔTURE

AVIS DE MODIFICATIONS



AVIS



Société à responsabilité limitée Au capital de 1 000 euros Siège social : 9, rue des Chardons 22560 PLEUMEUR-BODOU 530 075 654 RCS Saint-Brieuc

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL



1 iournal 4 cahiers

On peut, de mauvaise foi.

AUS DE MODIFICATIONS
At term de decisions de l'auscide view.

Au comme de 1000 euros, pour des maneres

de l'auscide de l'auscide view.

La modification des statuts appoile la correction de la contraction de l'auscide view.

La modification des statuts appoile la correction de l'auscide view.

Auscide l'auscide view.

Délier de l'auscide view.

Délier de l'auscide view.

Délier de l'auscide view.

Délier de l'auscide d'un de l'auscide view.

Délier de l'auscide view.

Délie

Autres légales

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST



s'approprier le bien d'autrui

La prise de sang est un droit pour un

conducteur positif aux drogues En cas de test salivaire positif aux stupéflants au volant, la prise de sang est un forti pour le conductieur. La Cour de cassation a juge nulle une procédure de controle de drogue car les gen-darmes n'avaient pas soumis le contrevenant au prélèvement

ve pas y proceder prive interesse de toue possibile de contre-lexperties sanguien.

Foliciers ou gerdarmes de sanguien.

Foliciers ou gerdarmes de orde de la de cinq jours. Si le conducteur rejond affirmèmement ou de façon incertaine, il conducteur rejond affirmèmement ou de façon incertaine, il de tête acumis no preferement sanguin dans le plus court déla prossible.

Folicier de la procédure et att obstacle à foute sanction. (Cass. 670mm; 15:10:2025, 5:24-80.811).

e en difficulté

Malgré la procédure de faillite,

Malgré la procédure de faillite,
un dirigeant peut d'evoir payer.
Lowerture vine prodeiure de sauveparte, de redessement
ou de lauidation de l'entreprise ne met pas forcément son
diigeant à labri de toute pouseure du rockenice.
Selon cette affirmation, la Cour de cassation a permis à
latiministration des douverse de rocklamer à un entrepreneur le
paisment personnel de dettes à caractère fiscal de se sociéle
paisment personnel de dettes à caractère fiscal de se sociéle
paisment personnel de dettes à caractère fiscal de se sociéle
paisment de converture d'une procédure cellective, savivegarde, redressement ou lauidation, interrompt et interdit tout
ette in puis l'autorité de la la procédure de la destinaiscontestat dort ou lavie des mise en recouvement de l'adminiscrontestat dort la riske de la lavie de un controlle, albes que la
procédure de lauidation était ouverte.
Il s'agit, serglaquall. Il une tentrative de contourement de
l'intérdiction particulièrement visible puisque cette mise en
rise en lauidation.
Cour de cassation, cotte suspension
ou intérdiction des poursuites individuelles ne benéficie qu'au
seul débiteur qui était la société, et non à son dirigeant, qui est
un tiers dans la procédure de liquidation, pour ses fautes personnelles qui ont consisté à ne pas respecter ses obligations
fiscales.
L'administration réclamat en l'espèce plusieurs centaines de
friedre.

ouest e

Membres du Conseil de Surveillance: MM. David Guiraud, Président, Mmes Christine Blanc-Patin, Vioe-Présic Valérie Cottereau, Lisa De Costa, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaionerie.

Publicité locale : Additi média, tél 02 19 29 04 27. additim

Commission paritaire n° 0625 C 86666 N° ISSN : 0999-2138.



ANNONCES OFFICIELLES - CÔTES-D'ARMOR

LEGALES ET JUDICIAIRES

Ventes judiciaires

SCP ELGHOZI-GEANTY-GAUTIER-PENNEC, avocats associés 5, rue du Combat-des-Trente, 22000 SAINT-BRIEUC, tél. 02 96 68 50 50 contact@stbrieuc-lexouest fr - www.stbrieuc-lexouest fr

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Mardi 18 mars 2025, à 14 h

10, Cross-Nevez - Département des Côtes-d'Armor

Une maison d'habitation

datant de 2010 en parapings recouverts d'un crépi jaune, toiture en ardoises en
bon état, édifiée sur un terrain formant le lot n' 10 du lotissement communal
approuvé par arrêté préfectoral du 28 septembre 1981, publié au service de la
Au rez-de-chausec : entrée ouverte sur le séjour, soit of plinités carréés. Le mur
séparant l'entrée et le séjour a été démoil et laisse en l'état. Une pièce de vie
surface. Coin salon «aute porte Pré d'omnant accès sur une terraise. Le mur
separant l'entrée et le séjour a été démoil et laisse en l'état. Une pièce de vie
surface. Coin salon «aute porte Pré d'omnant accès sur une terraise. Une cuisine
porte un évier d'eux basc, une plaque induction, placard de rangement. Un coin
salle à manger avec porte vitrée PVC et une porte-fenètre PVC donnant accès à la
terraise, sole norarleage, wc. Une chambre, d'essign, salle d'eau.
Une buanderie donnant accès au garage. Un garage avec dalle crimentée et excale
une buanderie donnant accès au garage. Un garage avec dalle crimentée et excale
une buanderie donnant accès au garage. Un garage avec dalle crimentée et excale
une buanderie donnant accès au lora écrétorie au vier des-chaussée et chauffage électrique à l'étage. La maison est reliée au toutde-faussée et chauffage électrique à l'étage. La maison est reliée au toutde-faussée et chauffage électrique à l'étage. La maison est reliée au toutde-faussée et chauffage électrique à l'étage. La maison est reliée au tout-

donant acces au-dessus. I errain autour. Chautrage au sol en aerothermie au rezdonant acces au-dessus. I errain autour. Chautrage au sol en aerothermie au rezdegout.

Le tout cadastré section A n° 790 lieu dit Par-ar-Groas pour une contenance
à 31 ca et tels au urplus que lesdits biens immobilien qui précédent, existent,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisancée, appartenance,
s'étendent, poursuivent et de toute augmentation et amélioration à
y survenir, sans aucune exception ni réserve. Le tout en un seul lot.

MISE A PRIX: 56 000 e

(CNOUQANTE-SIX MINLE BUROS)
Trais, droits et charges en sus

Montant minimum d'une enchére: deux cents euros (200 e).

Viste: une visite du bien sera organisée vendred 28/02/20/20, de 14 h 30 à 15 h 30.

Viste: une visite du bien sera organisée vendred 28/02/20/20, de 14 h 30 à 15 h 30.

Viste: une visite du bien sera organisée vendred 28/02/20/20, de 14 h 30 à 15 h 30.

Viste: une visite du bien sera organisée vendred 28/02/20/20, de 14 h 30 à 15 h 30.

Sera de l'exceution du s'étabunal judiciaire de s'assimiliarie de avocat inscrit
au barreau du tribunal judiciaire de Saint-Briene cucksivement. Le calière des conditions de ventre dresse par M* P. Geanty, membre de la SCP Elghox-Geantycautre-france, de constant de l'exceution du tribunal judiciaire de Saint-Briene cucksivement. Le calière des conditions de ventre dresse par M* P. Geanty, membre de la SCP Elghox-Geantycautre-france, de constant de l'exceution du tribunal judiciaire de Saint-Briene cucksivement. Le calière des conditions de ventre dresse par M* P. Geanty, membre de la SCP Elghox-G

Avis administratifs

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 27 janvier 2025, une consultation du public est ouverte du 21/02/2025 au 21 mars 2025, à la mairie de Lannebert, sur la demande présentée par la SCEA du Parc-Fleur pour l'élevage porcin exploité lieu-dit 1, Kergaff, à Lan-nebert.

niebert. Pendant la consultation, les pièces du projet sont disponibles à la mairie de Lan-nebert et consultables sur le site www.cotes-darmor.gouv.fr Durant les heures d'ouverture de la mairie, les tiers intéressés pourront prendre connaissance du dossier et formuler leurs observations sur le registre ouvert à cet effet ou adresser toute correspondance au préfet (Direction départementale de la protection des population) où le ca séchetain par voie électroinque e ddpp-enviêtoctes-darmor.goux.fr avant la fin de la consultation.

Enquêtes publiques

LANNION-TRÉGOR COMMUNAUTÉ

ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête relative à la modification n° 1 du PLU de Tréguier

Par artiét n° 24/240 du 30 décembre 2024, le pésident de Lannion-Trégor Com-munauté a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la modification du plan local d'unainne (PLU) de Tréguier. Objet, dates et durée de l'enquête publique : Il est procéde à une enquête publique portant sur la modification du PLU de Tré-guier pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 03/02/2025 à 9 h au vendredi 07/02/2025 à 12 la modification du PLU de Tréguier a pour objet l'évolution de zonage de la zone Ue à la zone Uc de la parcelle cadastrale AH 251 le suppression des dispositions du rejelement praphique cadquere depuis l'ap-probation du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Le dossier soumis a enquête publique comprend les pièces prévues à Tarticia R123 à Code de rifé environnementale de Bretagne et les aix des personnes publiques asociées. Commissaire enquêtrice zime d'évie Cabarte a tét désignée en qualitré de com-missaire enquêtrice par décision du 04/12/2024 du président du tribunal adminis-tratif de Rennes.

al enquête publique compreind les pièces prévues à l'article R.1228 du Code de l'environnement la notice de présentation, l'avis de la mission régionale d'autorité environnement la notice de présentation, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne et les avis des personse publiques associées. Commissaire enquêtires à Mine Sylvie Cabaret a dée désignée en qualité de commissaire enquêtire de Rennes.

Leiux de l'enquête publique, consciulation du dossier d'enquête publique, observations : le siège del enquête publique publique de l'enquête publique et l'enquête publique disponible en de l'enquête publique et l'enquête publique

ur la 2º Insertion.

Il a 2º Insertion.

Ausir est publié par voie d'affiches au siège de Lannion-Trégor Communauté, ;
avaire de Tréguier et en différents endroits de la commune. L'avis est égalemen
clié sur le site internet de Lannion-Trégor Communauté à l'adresse suivante

"Lannion-tregor com

Lannion tregor com

Lannion t

I ANNION-TRÉGOR COMMUNAUTÉ

ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête relative à la modification n°2 du PLU de Plestin-les-Grèves

Par arrêté n° 24/250 du 30 décembre 2024, le président de Lannion. Trégor Com-munauté a ordonné l'ouverture d'une enquéte publique relative à la modification du plan local d'urbainsime (PLU) de Plestini-les Grève. Objet, dates et durée de l'enquête publique : Il est procéde à une enquête publique portant sur la modification du PLU de Ples-uendredi 07/03/2025 à 12 h.

La modification du PLU de Plestini-les-Grève a pour n'bit l'urbainstain de la zone lobjet de la modification du PLU de Plestini-les-Grève a pour n'bit l'urbainstain de la zone publique comprend les pièces préseus à l'arricle a 1738 du Code de l'environne-ment : la notice de présentation, l'avis de la Mission régionale d'autorité environ-mentale de Bretagne et les avis des personnes publiques comprendent. Commissaire enquêtrice: désignée en qualité de commissaire enquêtrice par dé-cision du 04/12/2024 du président du tribunal administratif de Rennes.

tions: siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Plestin-les-Grèves, 1, place la Mairie, 22310 Plestin-les-Grèves. Les pièces du dossier et un registre d'enquête la Mairie, 22310 Plestin-les-Grèves. Les pièces du dossier et un registre d'enquête de disposition du public à pairir du la uniol 03/02/0225 à 9, en mairie de Plestin-Grèves, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie: Lundi, mardi, credi, jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h et vet priendred, samedi, de 8 h 30

de la Marie, 22310 Plestin-les-Grèves. Les pieces du dossier et un registre d'enquête de la Marie, 22310 Plestin-les-Grèves, aux jours et heures habituels d'ouverture de la maire : lundi, mardi, les-Grèves, aux jours et heures habituels d'ouverture de la maire : lundi, mardi, les-Grèves, aux jours et heures habituels d'ouverture de la maire : lundi, mardi, les-Grèves, aux jours et heures habituels d'ouverture de la maire : lundi, mardi, les d'alternon de la commissaire en de la 31 a0 a1 a1 a l'atention de la commissaire www.lannion-tregor.com
Le public peut prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations ; sur le registre d'enquête; parc ourrier à l'attention de la commissaire est problemant de la commissaire est de la commissaire est a l'attention de la commissaire est de l



Créez et publiez vos annonces légales

- √ Quelle que soit la formalité
- ✓ Quel que soit le département
- √ Quel que soit le journal habilité



www.regions-annonceslegales.com

Contactez-nous 02 98 33 74 44

Vie des sociétés - Avis de constitution

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acts recupar M* Alexandre Lalanda, notaire associé de la société d'operrice libéral par activne impliée 5 desandres la lande notaire. 'Italiane s'in office notaire la late de la late activation de la late de late de la late de late de la late de late de late de late de la late de late de late de late de late de la late d

Autres

EXTRAIT D'UNE REQUÊTE EN DÉCLARATION D'ABSENCE

entrain: annonces.legales@medialex.fr - Internet: www.medialex.fr Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrête ministérie du 14 décembre 2023, au 0.183 € hi e caracter du utili fréchtaire à titre despositie pour certains annonces légalex.

Kigalex.

Gentre 2022, de conformément au décret no 2012-1547 /lu 28 -46-centre 2021, de annonces écontre 2022, de la connonce se de contre 2022, de annonces écontre 2022, de la connonce se de contre 2022, de la connonce se de la contre 2022, de la contre 2023, de la connonce se de la contre 2023, de la contre 2023,

Marchés publics



RECTIFICATIF

Procédure adaptée - Marchés d'études

1. Maître d'ouvrage : Région Britagne, Direction de l'immobilier et de la logistique, 253, avenue du Géréal-Pation, CS 21/01, 5371 Memes cedex 7.

2. Mandanier : Semilieur 31, na de 1000 courte, 3561 Cosson-Sivigné.

3. Mode de passastion ottois : procédure adaptée avec possibilité expodédin 4. Mode de passastion ottois : procédure adaptée avec possibilité expodédin 4. Mode de passastion étois : procédure adaptée avec possibilité expodédin 4. Mode de la commande plus de la commande p

des marches : xécution : Lycée Amiral Ronarc'h, rue Mozart, 29200 Brest. des travaux : construction d'un bâtiment d'externat.

Nation des de Vireiaux : Continuidant ou un camimant central mu.

3. L'autificatifi à produire : les carriolates deviner produire un dessier compier
compresent la lettre de candidature (ICCT ou forme libre), les renseignements sur
pratiques de server l'exchée prodessionnels la celpacté é occumier que et financière
et les capacités techniques et professionnels et détaille au réglement de conseil
et les capacités techniques et professionnels et détaille au réglement de conseil
et les capacités techniques et professionnels et détaille au réglement de conseil
et les capacités et le capacité de l'autifier de l'autif

Commune de Saint-Laurent

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

table): zou.

"Licheteur erdige la présentation des variantes: non.
Section 4: Identification du marché : l'entification du marché : l'enzaux.

L'est purispoint d'execution du marché : bourg de Saint-Laurent.

Consultation à transches : non.

Consultation à transches : l'enzaux.

Este principal d'execution du marché : bourg de Saint-Laurent.

Consultation à transches : non.

Autres légales

ouest e

Siège social: 10, rue du Breil - 3501 Tél. 0299326000

Directeur de la publication M. François-Xavier Lefranc.

DON DU SANG

· Renseignez-vous auprè

des associations de don-neurs de sang.

sang pour aider la méde-cine à sauver des vies er danger,

Vie des sociétés



MODIFICATION

tream la publication des memors suventes :
Dénomination sociale : EARL L'Oeuf De Saint Jude.
Forme : sociéée civille régle par la loi n° 85-897 du 11 juillet 1985.
La Gérance.

CERFRANCE SCEA DE SAINT JUDE

MODIFICATIONS DE S.C.E.A.

ARPP

dont elle suit les recommandations

ARPP



AVIS DE CONSTITUTION

Société à responsabilité limit Au capital de 5 000 euros porté à 105 000 euros porté à 105 000 euros Siège social : 5, rue des Laur 22170 PLERNEUF 852 471 879 RCS Saint-Brier CAPITAL SOCIAL



ansformation de la SCEA en EARL, mo-ent la publication des mentions suivan-

Avis administratifs

AVIS AU PUBLIC

21 flowfirst course.

22 flowfirst course.

23 flowfirst place flower point reading point agold leads 1.5 flowfirst present agold placed 1.5 flowfirst placed agold point agold leads 1.5 flowfirst placed agold point placed placed agold point placed placed agold point placed placed agold point placed pla

ENQUÊTE PUBLIQUE

AVIS DE CONSTITUTION
Aire et d'avoir de la comitation circle : Javoir Physique d'avoir de la comitation court de l

ou 4 discrimente 2014 ou Presidente ou sibronal administration of Presime.

Los de l'emparité publique de Consultation du coloire d'imagéte publique. O'Chambrand coloire d'imagéte publique o Consultation d'iconte d'imagéte publique ou l'emparité publique et l'emparité publique d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte publique publique publique d'imagéte d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte d'imagéte publique d'imagéte d'im

compared to the commission of the commission of

Adjudications immobilières



Cabinet de la SCP ELGHOZI-GEANTY-GAUTIER PENNEC
Avocats inscrits au barreau de SAINT-BRIEUC
5 rue des Trente à SAINT-BRIEUC

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

want Madame, Monsieur le Juge de l'Exécution du Tribunal Judi JNT BRIEUC (22000), 2 boulevard Sévigné (annexe Palais de Justice Le mardi 18 mars 2025 à 14 h 00

Décisions du tribunal des activités économiques de Saint-Brieuc

Le Greffler SELARL PATY-TEPHO.

Le Greffier SELARL PATY-TEPHO.

Le Greffler SELARL PATY-TEPHO.

Infogreffe.fr: un accès nfogreffe

Découvrez les nouveautés des

Editions OUEST-FRANCE

Beaux-livres • Maison décoration • Tourisme • Histoire Cuisine • Loisirs créatifs • Pratique • Nature • Jeunesse www.editionsouestfrance.fr



6.6 Procès-verbal de synthèse

Sylvie CABARET

Commissaire enquêtrice

Enquête publique portant sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de TREGUIER

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Dans sa décision n° E24000202/35 en date du 4 décembre 2024, la conseillère déléguée du Tribunal Administratif de Rennes m'a désignée en qualité de commissaire enquêtrice pour l'enquête publique visée ci-dessus qui s'est déroulée du lundi 3 février 2025 à 9 heures au vendredi 7 mars 2025 à 12 heures en mairie de Tréguier.

En application de l'article R.123-18 du code de l'environnement, après avoir relevé et examiné les observations, j'en ai dressé procès-verbal.

Je tiens à remercier le personnel de la commune de Tréguier pour leur accueil à la mairie et le suivi du dossier d'enquête sur place ainsi que le service planification stratégique, direction Aménagement et Habitat de Lannion Trégor Communauté pour les démarches préalables et en cours d'enquête.

J'ai tenu 3 permanences de 3 heures sur différents jours d'ouverture de la mairie de Tréguier, le mercredi 5 février 2025 de 9 heures 30 à 12 heures 30, le lundi 17 février 2025 de 9 heures à 12 heures et le vendredi 28 février 2025 de 13 heures 30 à 16 heures 30.

Cette enquête n'a pas mobilisé le public.

Deux personnes ont consulté le dossier en mairie sans porter d'observations.

Une seule observation a été émise par la commune de Tréguier.

J'ai eu la visite lors de la première permanence de monsieur le maire de Tréguier accompagné de madame Le Carvennec conseillère déléguée à l'urbanisme qui m'ont fait une présentation du projet de modification et notamment la justification de la modification envisagée sur le site de l'hôpital.

J'ai pu échanger lors de la seconde permanence avec monsieur Toularastel adjoint patrimoine et espaces publics.

1 - Observations écrites du public

Observation 1 (R 1)

La commune de Tréguier représentée par Guirec Arhant maire, demande le changement de nom de l'OAP n°11 dite de l'hôpital par Avenue des États de Bretagne compte tenu du programme envisagé qui ne sera plus en lien avec l'extension de l'hôpital.

2 - Avis des services consultés

La Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne (MRAe) a donné un avis conforme le 12 novembre 2024.

La Préfecture des Côtes d'Armor – DDTM par courrier non daté n'émet pas d'observations au projet de modification.

La Région Bretagne par courrier du 17 décembre 2024 invite à anticiper et prendre en compte le changement de modèle prévu par la loi climat et résilience et sa déclinaison régionale, notamment l'enveloppe maximale en consommation foncière défini pour le SCoT de Lannion-Trégor Communauté, celle-ci devant se décliner par communes au sein du PLU intercommunal en cours d'élaboration.

La Chambre de Commerce et de l'Industrie par courrier du 3 décembre 2024 précise qu'elle n'a pas de remarques à apporter au dossier.

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) par courrier en date du 18 décembre 2024 informe qu'il n'a pas d'observations qui seraient utiles au dossier.

Le Département des Cotes d'Armor par courrier en date du 20 janvier 2025 émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte notamment des observations suivantes :

L'accès au site prévu au Sud Est devra présenter des conditions de sécurité optimales en garantissant des distances de visibilité en sortie. Il devra être aménagé de façon à éviter tout arrêt ou manœuvre des véhicules sur la RD 8 par l'aménagement d'une aire privative non close par rapport à la voie de 5 m de profondeur minimum sur 6 m de largeur minimum.

Les aménagements envisagés sur la RD n°8 devront être étudiés en concertation avec l'agence technique de Lannion et seront conditionnées à l'approbation du Département.

La commune de Tréguier par courrier du 23 janvier 2025 n'a pas d'observations sur les documents.

Lannion Trégor Communauté apportera une réponse à l'avis du conseil départemental qui émet des observations sur les conditions d'accès au site avenue des États de Bretagne, route départementale n°8.

3 - Questions de la commissaire enquêtrice.

Enfin, dans le cadre de la rédaction de mon rapport et de mes conclusions, je vous demanderai de bien vouloir répondre aux questions formulées ci-dessous :

Sur la modification de zonage avenue des États de Bretagne :

Le dossier indique un aménagement de l'avenue des États de Bretagne pour sécuriser les déplacements.

 Pouvez-vous préciser à quelle échéance sera mis en œuvre ce projet ? Sera-t-il réalisé à l'ouverture de l'école de gendarmerie ou a l'achèvement de l'aménagement du secteur.

Le projet n'a pas suscité de remarques des riverains. Pour autant ce projet consistant au déplacement de la gendarmerie aujourd'hui située rue de Minihy et à la construction de logements va générer une nouvelle perception de cet environnement pour les riverains.

• La commune envisage-t-elle de communiquer sur le projet de construction à venir avant le démarrage des travaux ?

Sur la suppression des dispositions relatives à la zone US :

Le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) est remplacé par un emplacement vide sur le plan de zonage. Le bâti et les voies n'apparaissent plus.

• Est-ce que cette disposition est règlementaire car elle gêne la vision globale du document graphique du PLU et le repérage en cas de consultation. Est-il possible de laisser le fond de plan cadastral en délimitant le secteur sauvegardé avec la mention notée à l'intérieur comme pour une zone de PLU ?

Je vous remercie de bien vouloir m'adresser vos observations en réponse, dans le délai réglementaire de 15 jours.

Fait à Trélévern, le 14 mars 2025

La commissaire enquêtrice,

Sylvie CABARET

Remis par mail avec échange téléphonique

le 14 mars 2025



Lannion, le 2 5 MARS 2025

Madame Sylvie CABARET 1 lotissement Trouz Ar Mor 22660 TRELEVERN

N/Réf.: PLB/CM/JB/YF/ER/MF

Direction: Aménagement du territoire, Environnement et cycle de l'eau

Dossier suivi par : Marine Fouler

Courriel: marine.fouler@lannion-tregor.com

Objet : Modification nº1 du PLU de Tréguier - Réponse au procès-verbal de synthèse suite à l'enquête publique

Pièce jointe : Mémoire en réponse de LTC au procès-verbal de synthèse relatif à l'enquête publique de la modification n° 1 du PLU de Tréquier

Copie: Par courriel à l'adresse suivante : sylvie.cabaret58@gmail.com

Madame la commissaire enquêtrice,

En application de l'article de l'article R.123-18 du code de l'environnement, suite à l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Tréguier qui s'est déroulée du 03 février au 07 mars 2025, vous nous avez remis votre procès-verbal de synthèse le 14 mars 2025 et je vous en remercie.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, les réponses de Lannion-Trégor Communauté aux questions formulées dans ce procès-verbal de synthèse.

Espérant que ces éléments vous seront utiles pour la rédaction de votre rapport et de vos conclusions, je vous prie de croire, Madame la commissaire enquêtrice, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Paul LE BIHAN,

Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire, de la planification et de l'urbanisme



C 02 96 05 09 00 - 02 96 05 09 01

contact@lannion-tregor.com
 www.lannion-tregor.com

1, rue Monge - CS 10761 - 22307 Lannion Cedex 1, straed Monge - CS 10761 - 22307 Lannuon Cedex

Bilan des consultations et de l'enquête publique sur la modification n°1 du PLU de Tréguier

1/ avis de la mission régional d'autorité environnementale et des personnes publiques associées

	Synthèse des remarques	Analyse et avis de la collectivité	Modification du dossier
MRAE	La modification n°1 du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE, et il n'est pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale.	-	Pas de modification.
CCI des Côtes d'Armor	Pas de remarques.	-	Pas de modification.
Centre national de la propriété forestière	Les éléments que le CNPF pourrait fournir en vue d'un classement des forêts n'auraient que peu d'utilité.	Remarque sans rapport avec les objets de la modification.	Pas de modification.
Région Bretagne	Prendre en compte dès à présent les objectifs de réduction de l'artificialisation prévus par le SRADDET Bretagne.	Absence de remarques spécifiques au dossier (courriertype). Les objets de la modification n'entrainent pas de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers au sens du mode d'occupation des sols de Bretagne.	Pas de modification.
Préfet des Côtes d'Armor	Le dossier n'appelle pas d'observations.	-	Pas de modification.
Ville de Tréguier	Le dossier n'appelle pas d'observations.	-	Pas de modification.
Département des Côtes d'Armor	Avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations :		Modification de la ligne «accès et desserte» de l'OAP n°11:

Compléter par « la conception de l'accès sur la RD8 au sud-est de la parcelle H251, étudiée en concertation avec l'Agence Technique de Lannion, devra garantir des conditions de optimales sécurité en garantissant des distances de visibilité en sortie de cet accès conformément au règlement de voirie départementale et ses approuvés annexes délibération le 18 novembre 2019 et publié le 19 décembre 2019 au recueil des actes administratifs (novembre 2019tome 1). Tout autre accès devra respecter les mêmes conditions.»

L'aire privative non close au niveau de l'accès devra présenter 5 m de profondeur minimum sur 6 m de largeur minimum, et non 4x4m.

Tout aménagement de sécurité sécurisation des déplacements doux seront étudiés en concertation avec l'Agence Technique Lannion et seront conditionnés l'approbation dυ Département, qui recommande de lancer une campagne de mesure du trafic et de vitesse afin de définir le V85, donnée essentielle au calcul des triangles de visibilité du futur accès.

Projet soumis à l'élaboration d'un dossier loi sur l'eau à transmettre l'Agence Technique de Lannion si le site et la partie du bassin versant naturel dont il intercepte les écoulements est supérieur à 1 ha. Les ouvrages de rétention éventuels aui sergient nécessaires devront être implantés suivant le règlement de la voirie départementale.

Les OAP seront modifiées pour prendre en compte les remarques sur la question des accès et corriger les dimensions de l'aire privative non close.

La commune ne manquera pas de se rapprocher de l'Agence Technique de Lannion pour la conception des accès et tout aménagement portant sur la RD8. Une campaane de mesure du trafic et de vitesse sur l'avenue des États de Bretagne sera réalisée.

Un dossier loi sur l'eau sera élaboré en parallèle du futur permis d'aménager et sera transmis pour information à l'Agence Technique de Lannion.

Remplacement de

- «- Accès constitués d'une aire privative non close par rapport à la voie de 4 m de profondeur minimum sur 4 m de largeur minimum.
- Aménagement permettant aux véhicules de faire les manœuvres de demitour sans utiliser la route départementale.
- Triangle de visibilité à aménager de part et d'autre des accès (distance de visibilité minimale de 30m si la vitesse est limitée à 30 km/h).» PAR:
- « -Conception des accès sur la RD8, en concertation avec l'Agence Technique de Lannion, qui devra garantir des conditions de sécurité optimales aarantissant des distances de visibilité en sortie de cet accès conformément règlement de voirie départementale et ses annexes.
- Accès sur la RD8 constitués d'une aire privative non close par rapport à la voie de 5 m de profondeur minimum sur 6 m de largeur minimum.»

2/ observations au cours de l'enquête publique

Enquête publique organisée du 03/02/2025 au 07/03/2025.

Observation du public	Synthèse des remarques	Analyse et avis de la collectivité	Modification du dossier
R1	dénomination de l'OAP: OAP	cohérent avec le	l'appellation dans la

3/ Questions de la commissaire enquêtrice

Sur la modification de zonage avenue des États de Bretagne :

- Le dossier indique un aménagement de l'avenue des États de Bretagne pour sécuriser les déplacements. Pouvez-vous préciser à quelle échéance sera mis en œuvre ce projet ? Sera-t-il réalisé à l'ouverture de l'école de gendarmerie ou à l'achèvement de l'aménagement du secteur.
 Réponse: La commune s'engage à finaliser l'aménagement de l'avenue des États de Bretagne pour la livraison du programme de la brigade de gendarmerie.
- Le projet n'a pas suscité de remarques des riverains. Pour autant ce projet consistant au déplacement de la gendarmerie aujourd'hui située rue de Minihy et à la construction de logements va générer une nouvelle perception de cet environnement pour les riverains. La commune envisage-t-elle de communiquer sur le projet de construction à venir avant le démarrage des travaux ?

<u>Réponse</u>: Le projet de future gendarmerie est régulièrement évoqué dans les journaux par les comptes rendus des conseils municipaux. Si la temporalité de sortie du magazine municipale le permet, un article sera mis dans le bulletin après obtention du permis de construire et avant le commencement des travaux. Par ailleurs, le maire de Tréguier s'est entretenu avec le propriétaire de la parcelle voisine pour lui expliquer le projet.

Sur la suppression des dispositions relatives à la zone US:

• Le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) est remplacé par un emplacement vide sur le plan de zonage. Le bâti et les voies n'apparaissent plus. Est-ce que cette disposition est règlementaire car elle gêne la vision globale du document graphique du PLU et le repérage en cas de consultation. Est-il possible de laisser le fond de plan cadastral en délimitant le secteur sauvegardé avec la mention notée à l'intérieur comme pour une zone de PLU ?

<u>Réponse</u>: Cela est possible et favorisera une meilleure compréhension du document graphique qui sera donc modifié conformément à la proposition de la commissaire-enquêtrice.